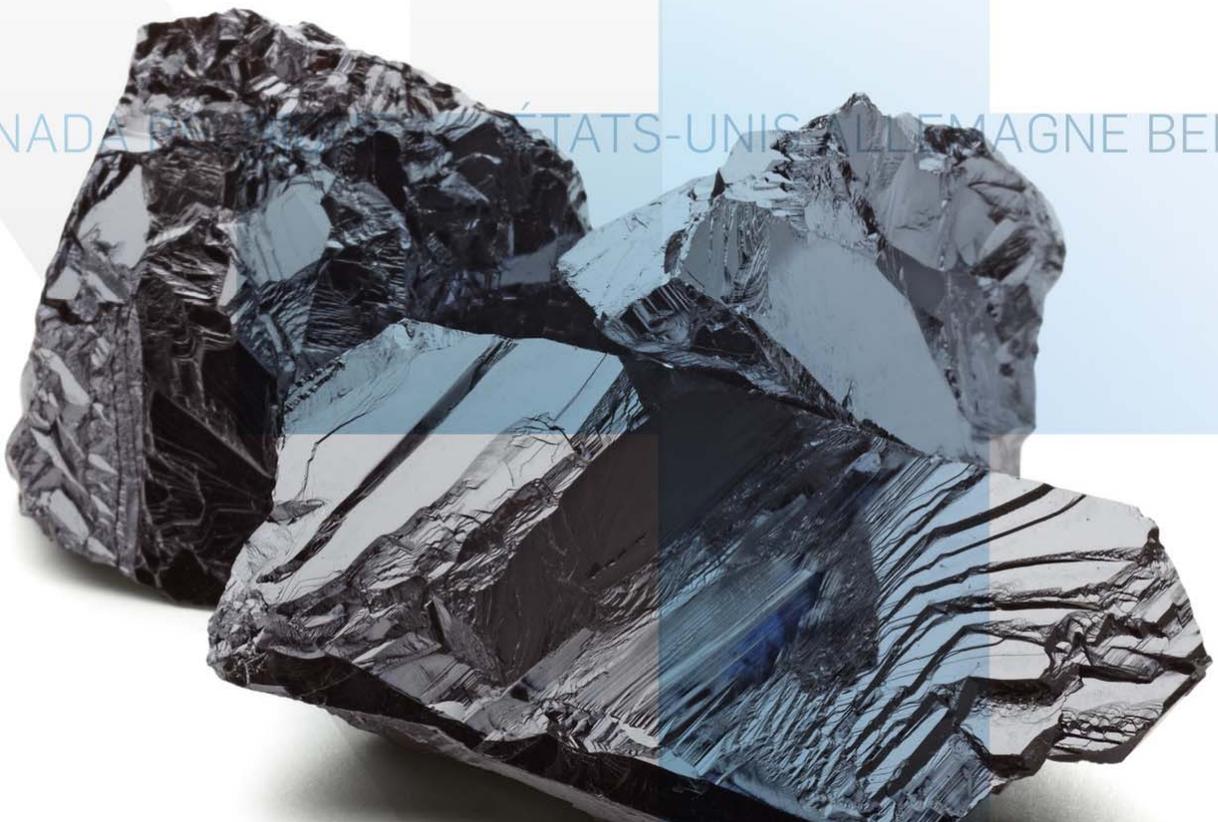




# RAPPORT DE GESTION

Trimestre terminé  
le 31 décembre 2015

LAISIE CANADA ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE BELGIQUE



Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 23 février 2016, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « quatrième trimestre de 2015 » et le « quatrième trimestre de 2014 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2015 et 2014. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

### **Mesures non conformes aux IFRS**

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### **Mise en garde relative aux énoncés prospectifs**

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité éventuelle d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements, crédit, liquidité, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et des activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 23 février 2016. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

### Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

### Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté<sup>1</sup>, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

---

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### Faits saillants du quatrième trimestre de 2015 et de l'exercice 2015

Tout au long de l'exercice, la Société a exercé ses activités dans un contexte mondial difficile marqué par la chute des prix de ses principaux produits de base sous-jacents, qui ont reculé de plus de 60 % en moyenne. Malgré ces conditions de marché défavorables, la Société a réussi à grandement diminuer le niveau global de sa dette.

- Les produits pour l'exercice 2015 ont atteint 311,0 M\$, en baisse par rapport à 508,2 M\$ pour l'exercice 2014. Les produits pour le quatrième trimestre de 2015 ont atteint 59,4 M\$, en baisse par rapport à 114,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014. Au 31 décembre 2015, le carnet de commandes<sup>1</sup> a atteint un niveau de 158 jours de ventes en cours, en hausse de 36 jours par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2014. Pour le quatrième trimestre de 2015, les nouvelles commandes<sup>1</sup> représentaient 95 jours par rapport à 104 jours au quatrième trimestre de 2014.
- En 2015, la Société a inscrit un BAIIA ajusté<sup>1</sup> positif de 4,0 M\$ et un BAIIA<sup>1</sup> négatif de 54,7 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté et un BAIIA de respectivement 35,0 M\$ et 39,4 M\$ en 2014, le BAIIA ayant subi les répercussions de la comptabilisation d'une importante charge de dépréciation des stocks, qui s'est élevée à 58,3 M\$ en 2015. Pour le quatrième trimestre de 2015, la Société a inscrit un BAIIA ajusté positif de 0,7 M\$ et un BAIIA négatif de 26,0 M\$, par rapport à un BAIIA ajusté et un BAIIA de respectivement 5,7 M\$ et 4,0 M\$ au quatrième trimestre de 2014.
- La Société a subi une perte nette de 97,2 M\$ pour l'exercice 2015 et de 42,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015, comparativement à un résultat net de 10,7 M\$ pour l'exercice 2014 et une perte nette de 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014.
- La dette nette<sup>1</sup> a été réduite de 49,1 M\$ au cours de l'exercice et s'établissait à 34,9 M\$ au 31 décembre 2015 par rapport à 84,0 M\$ pour l'exercice précédent, grâce à la gestion du fonds de roulement, qui a atteint son plus bas niveau depuis l'acquisition de MCP.
- Le 10 décembre 2015, la Société a annoncé la nomination de monsieur Arjang Roshan au poste de président et chef de la direction de la Société. La date d'entrée en fonction de monsieur Roshan était le 15 février 2016.
- Peu de temps après la clôture de l'exercice, la Société a également annoncé la nomination de monsieur Luc Bertrand à titre de nouveau président du conseil d'administration depuis le 11 janvier 2016. Il succède à Jean-Marie Bourassa, qui continue de siéger au conseil d'administration et d'agir à titre de président du comité d'audit et de gestion des risques, fonction qu'il occupe déjà.
- Le 23 février 2016, monsieur Arjang Roshan a été nommé membre du conseil d'administration, avec date d'entrée en vigueur immédiate, en remplacement de monsieur Jacques L'Ecuyer, qui a démissionné du conseil d'administration.

Après un exercice record en 2014, la Société a connu un exercice 2015 difficile. La performance de la Société a souffert de la chute brutale des prix des produits de base utilisés dans la fabrication de plusieurs produits et dans différents secteurs. Malgré le contexte défavorable, la Société a généré des flux de trésorerie importants et, en faisant preuve de rigueur, a pu garantir de manière durable des ventes futures et diminuer le niveau de sa dette de près de 60 %, faisant passer celle-ci de 84,0 M\$ au début de l'exercice à 34,9 M\$. La vente des principaux produits, y compris le bismuth et le tellure de cadmium pour les cellules solaires, a continué de frôler des niveaux record, alors que la Société a continué sa progression dans ses marchés en croissance.

Étant donné les pertes importantes découlant principalement de la charge de dépréciation des stocks et de l'amortissement accéléré de certains actifs, la performance financière de la Société pour 2015 a été bien en dessous des attentes, ce qui confirme la nécessité de prendre des mesures pour atténuer l'incidence de la volatilité négative du marché. À l'avenir, même si les marchés des métaux continueront d'influer sur la performance de la Société, 5N Plus se concentrera sur l'amélioration de sa performance, en tirant le meilleur parti des facteurs qu'elle peut contrôler. Le nouveau président et chef de la direction, M. Arjang Roshan, est impatient de travailler de près avec l'équipe de direction et les employés de 5N Plus pour relever le défi et repositionner la Société pour l'avenir.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

5N Plus souhaite profiter de l'occasion pour remercier son fondateur et ancien président et chef de la direction, M. Jacques L'Ecuyer, qui a porté la Société pendant de nombreuses années d'extraordinaire croissance. Elle tient également à remercier tous ses employés pour leur dévouement, leur confiance et leurs efforts soutenus, comptant sur leur engagement et leur soutien pour relever les défis et saisir les occasions à venir. Le premier objectif de la Société sera d'améliorer la performance financière et d'établir une base solide pour notre croissance future.

### Synthèse des résultats

	T4 2015	T4 2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Produits	59 367	114 781	311 012	508 195
Charges d'exploitation	58 693	109 124	307 053	473 150
BAlIA ajusté <sup>1</sup>	674	5 657	3 959	35 045
Dépréciation des stocks	(24 582)	(5 251)	(58 327)	(5 251)
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	(544)	-	(2 991)	-
Coûts des litiges et restructuration	(2 953)	(1 178)	(3 453)	(1 952)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	1 312
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	-	1 368	1 840	7 179
Profits de change et au titre de dérivés	1 405	3 425	4 276	3 111
BAlIA <sup>1</sup>	(26 000)	4 021	(54 696)	39 444
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 012	2 860	8 967	8 769
Amortissement	7 287	2 546	27 166	11 148
Résultat avant impôt sur le résultat	(35 299)	(1 385)	(90 829)	19 527
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	4 044	(2 237)	3 655	4 875
Différé	3 272	3 305	2 717	3 979
	7 316	1 068	6 372	8 854
Résultat net	(42 615)	(2 453)	(97 201)	10 673
Résultat de base par action	(0,51) \$	(0,03) \$	(1,16) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	(0,51) \$	(0,04) \$	(1,16) \$	0,05 \$

### Produits par secteur

	T4 2015	T4 2014	Variation	2015	2014	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	18 833	41 898	(55) %	104 265	169 367	(38) %
Matériaux écologiques	40 534	72 883	(44) %	206 747	338 828	(39) %
<b>Total des produits</b>	<b>59 367</b>	<b>114 781</b>	<b>(48) %</b>	<b>311 012</b>	<b>508 195</b>	<b>(39) %</b>

Les produits, ayant subi les répercussions de l'érosion continue des prix des principaux métaux de la Société, qui ont reculé de plus de 60 % en moyenne depuis le début de l'exercice, ont diminué de 48 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2015, les produits du secteur Matériaux électroniques ont subi les contrecoups des prix, de la composition des ventes et, dans une moindre mesure, des volumes, et se sont établis à 18,8 M\$, en baisse par rapport à 41,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014. Les prix et la composition des ventes, essentiellement, se sont également répercutés sur les produits du secteur Matériaux écologiques, qui se sont établis à 40,5 M\$, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 72,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014.

Pour l'exercice 2015, les produits ont diminué de 39 % par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des variations défavorables des prix et de la composition des ventes, ainsi que, dans une moindre mesure, des volumes. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 104,3 M\$, en baisse par rapport à 169,4 M\$ pour l'exercice 2014. Les produits du secteur Matériaux écologiques se sont établis à 206,7 M\$, en baisse par rapport à 338,8 M\$ pour l'exercice 2014.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## BAIIA et BAIIA ajusté

	T4 2015	T4 2014	Variation	2015	2014	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	64	4 853	(99) %	10 740	23 642	(55) %
Matériaux écologiques	3 377	3 106	9 %	2 839	22 167	(87) %
Siège social						
Recherche et développement	(475)	(454)	(5) %	(1 599)	(1 195)	(34) %
Autres	(2 292)	(1 848)	(24) %	(8 021)	(9 569)	16 %
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>674</b>	<b>5 657</b>	<b>(88) %</b>	<b>3 959</b>	<b>35 045</b>	<b>(89) %</b>
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>(26 000)</b>	<b>4 021</b>	<b>(747) %</b>	<b>(54 696)</b>	<b>39 444</b>	<b>(239) %</b>

Au quatrième trimestre de 2015, la Société a inscrit un BAIIA<sup>1</sup> négatif de 26,0 M\$ par rapport à un BAIIA positif de 4,0 M\$, la baisse rapide des prix des produits de base pour la plupart des métaux et une charge de dépréciation des stocks de 24,6 M\$ s'étant répercutées sur les marges. Au quatrième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté<sup>1</sup> s'est élevé à 0,7 M\$ par rapport à 5,7 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par des prix de vente moins élevés par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a diminué de 4,8 M\$ pour atteindre 0,1 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté<sup>1</sup> de néant comparativement à 12 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a légèrement augmenté pour atteindre 3,4 M\$ par rapport à 3,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014. Sur une base consolidée, les marges ont été touchées par des prix encore défavorables des produits de base sous-jacents pour un grand nombre de nos métaux.

Pour l'exercice 2015, la Société a inscrit un BAIIA négatif de 54,7 M\$ contre un BAIIA positif de 39,4 M\$ pour l'exercice 2014, la baisse des prix des produits de base, qui avait commencé au quatrième trimestre de 2014, et une charge de dépréciation des stocks de 58,3 M\$ s'étant répercutée sur les marges. Le BAIIA ajusté a atteint 4,0 M\$ par rapport à 35,0 M\$ pour l'exercice 2014. Cette diminution s'explique principalement par des prix de vente moins élevés et, dans une moindre mesure, par une variation des volumes, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a diminué de 12,9 M\$ pour atteindre 10,7 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 10 % comparativement à 14 % pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué pour s'établir à 2,8 M\$ par rapport à 22,2 M\$ pour l'exercice 2014, avec une marge du BAIIA ajusté de 1 %, par rapport à une marge du BAIIA ajusté de 7 % pour l'exercice précédent.

## Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2015	T4 2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(42 615)	(2 453)	(97 201)	10 673
Résultat net de base par action	(0,51) \$	(0,03) \$	(1,16) \$	0,13 \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	24 582	5 251	58 327	5 251
Amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles	-	-	11 834	-
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	544	-	2 991	-
Coûts des litiges et restructuration	2 953	1 178	3 453	1 952
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	-	(1 368)	(1 840)	(7 179)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	1 570	(1 361)	(4 779)	(61)
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>(12 966)</b>	<b>1 247</b>	<b>(27 215)</b>	<b>10 636</b>
<b>Résultat net de base ajusté par action<sup>1</sup></b>	<b>(0,15) \$</b>	<b>0,01 \$</b>	<b>(0,32) \$</b>	<b>0,13 \$</b>

Pour le quatrième trimestre de 2015, le résultat net ajusté<sup>1</sup> a diminué de 14,2 M\$, passant de 1,2 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à une perte nette ajustée de 13,0 M\$. La perte nette a été de 42,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 comparativement à une perte nette de 2,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du résultat net par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique principalement par une hausse de la charge de dépréciation des stocks de 19,3 M\$, une variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures moins importante, un profit de change moins élevé et une augmentation de la charge d'impôt par suite de la décomptabilisation d'actifs d'impôt.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

Pour l'exercice 2015, le résultat net ajusté a diminué de 37,9 M\$, passant de 10,6 M\$ pour l'exercice 2014 à une perte nette ajustée de 27,2 M\$. La perte nette a été de 97,2 M\$, comparativement à un résultat net de 10,7 M\$ pour l'exercice précédent. La baisse du résultat net par rapport à l'exercice 2014 s'explique principalement par une hausse de la charge de dépréciation des stocks de 53,1 M\$, une diminution du BAIIA ajusté<sup>1</sup>, l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles d'un montant de 11,8 M\$ découlant de notre analyse de la durée de vie économique et de la valeur comptable de certains actifs, de même que par une réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée et une hausse des charges financières, contrebalancés par une charge d'impôt moins élevée.

### Charges de dépréciation des stocks

	T4 2015	T4 2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	13 373	856	29 989	856
Matériaux écologiques	11 209	4 395	28 338	4 395
<b>Total</b>	<b>24 582</b>	<b>5 251</b>	<b>58 327</b>	<b>5 251</b>

Une charge de dépréciation des stocks de 24,6 M\$ se rapportant à la plupart des produits a été comptabilisée pour le quatrième trimestre de 2015, totalisant 58,3 M\$ pour l'exercice de 2015, par rapport à une charge de 5,3 M\$ pour les périodes correspondantes de 2014. Cette charge reflète la valeur nette de réalisation attendue au 31 décembre 2015 à la suite du recul des prix des produits de base qui a touché nos secteurs. Malgré les améliorations du niveau de ses stocks exprimé en jours, la structure des stocks de la Société continue de subir les contrecoups de la chute des prix des produits de base sous-jacents, avec en moyenne une diminution de 62 % des prix de son panier de produits de base depuis le début de l'exercice.

### Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES <sup>1</sup>			NOUVELLES COMMANDES <sup>1</sup>		
	T4 2015	T3 2015	T4 2014	T4 2015	T3 2015	T4 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	47 225	54 965	83 676	11 093	11 596	45 821
Matériaux écologiques	55 714	45 603	69 483	50 645	26 355	84 936
<b>Total</b>	<b>102 939</b>	<b>100 568</b>	<b>153 159</b>	<b>61 738</b>	<b>37 951</b>	<b>130 757</b>

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)	CARNET DE COMMANDES <sup>1</sup>			NOUVELLES COMMANDES <sup>1</sup>		
	T4 2015	T3 2015	T4 2014	T4 2015	T3 2015	T4 2014
Matériaux électroniques	229	201	182	54	42	100
Matériaux écologiques	125	95	87	114	55	106
Moyenne pondérée	158	134	122	95	50	104

\*Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

### Quatrième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2015

Au 31 décembre 2015, le carnet de commandes<sup>1</sup> représentait au total 158 jours de produits annualisés, soit une hausse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au premier et au quatrième trimestre de l'exercice. Le carnet de commandes exprimé en nombre de jours a augmenté au quatrième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2015.

Au 31 décembre 2015, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 229 jours de produits annualisés, en hausse de 28 jours, soit 14 %, par rapport au carnet de commandes du troisième trimestre de 2015. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 125 jours de produits annualisés pour le secteur, soit une augmentation de 30 jours, ou 32 %, par rapport au carnet de commandes du troisième trimestre de 2015.

Les nouvelles commandes<sup>1</sup> du secteur Matériaux électroniques représentaient 54 jours, soit une augmentation de 12 jours par rapport au troisième trimestre de 2015. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 114 jours pour le quatrième trimestre de 2015, soit une augmentation de 59 jours, comparativement à 55 jours pour le troisième trimestre de 2015.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### Quatrième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Au 31 décembre 2015, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 47 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 38 jours, par rapport au 31 décembre 2014.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 46 jours et celles du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 8 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### Charges

	T4 2015	T4 2014	Variation	2015	2014	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	7 287	2 546	186 %	27 166	11 148	144 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 308	8 639	(15) %	28 494	36 922	(23) %
Coûts des litiges et restructuration	2 953	1 178	151 %	3 453	1 952	77 %
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	544	-	100 %	2 991	-	100 %
Charges financières (produits financiers)	607	(1 933)	131 %	2 851	(1 521)	287 %
Charge d'impôt	7 316	1 068	585 %	6 372	8 854	(28) %
<b>Total des charges</b>	<b>26 015</b>	<b>11 498</b>	<b>126 %</b>	<b>71 327</b>	<b>57 355</b>	<b>24 %</b>

### Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 7,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et à 27,2 M\$ pour l'exercice 2015, par rapport à 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et à 11,1 M\$ pour l'exercice 2014. L'augmentation pour l'exercice 2015 s'explique principalement par l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles d'un montant de 11,8 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre.

### Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 7,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et à 28,5 M\$ pour l'exercice 2015, par rapport à 8,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et à 36,9 M\$ pour l'exercice 2014. La variation s'explique surtout par la baisse des salaires et des honoraires professionnels ainsi que par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale au cours de l'exercice. Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration ont atteint leurs plus bas niveaux depuis l'acquisition de MCP.

### Coûts des litiges et restructuration

La Société a comptabilisé une provision au titre des coûts des litiges et restructuration de 3,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et de 3,5 M\$ pour l'exercice 2015, comparativement à respectivement 1,2 M\$ et 2,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2014 et pour l'exercice 2014, à la suite de mesures visant à diminuer ses charges d'exploitation et à renégocier les contrats d'achat désavantageux.

### Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée

Au cours de l'exercice 2015, la Société a évalué qu'étant donné les prix du marché actuels et prévus pour le gallium, il est peu probable que l'effet à recevoir d'Ingal Stade GmbH, coentreprise détenue à 50 %, lui soit remboursé; par conséquent, elle a comptabilisé une réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée de 0,5 M\$ au quatrième trimestre de 2015 et de 3,0 M\$ pour 2015.

### Produits financiers et charges financières

Les charges financières se sont établies à 0,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015, comparativement à des produits financiers de 1,9 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 2,5 M\$ s'explique essentiellement par des profits moins importants découlant de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures combinés à une baisse des profits de change et au titre de dérivés latents.

Pour l'exercice 2015, les charges financières se sont établies à 2,9 M\$, comparativement à des produits financiers de 1,5 M\$ pour l'exercice précédent, pour les raisons indiquées ci-dessus.

### Impôt sur le résultat

Bien que la Société ait affiché une perte nette avant impôt de 35,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et de 90,8 M\$ pour 2015, la charge d'impôt pour le quatrième trimestre de 2015 s'est élevée à 7,3 M\$, et à 6,4 M\$ pour 2015. Le taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre de 2015 et l'exercice 2015 est plus élevé en raison des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et de la dévaluation de divers actifs d'impôt différé dans certains pays en raison de leurs pertes historiques, combinées aux répercussions de la fluctuation des taux de change sur les différences temporaires de certains pays.

### Situation financière et sources de financement

	T4 2015	T4 2014	Variation	2015	2014	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Fonds (affectés à) provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	(5 734)	4 030	(242) %	(9 851)	17 592	(156) %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	21 866	(8 019)	373 %	73 860	(34 765)	312 %
Activités d'exploitation	16 132	(3 989)	504 %	64 009	(17 173)	473 %
Activités d'investissement	(3 671)	(4 529)	(19) %	(18 316)	(15 753)	16 %
Activités de financement	(11 536)	11 268	(202) %	(49 129)	24 121	(304) %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(134)	(261)	(49) %	(525)	(845)	(38) %
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>791</b>	<b>2 489</b>	<b>(68) %</b>	<b>(3 961)</b>	<b>(9 650)</b>	<b>(59) %</b>

Pour le quatrième trimestre de 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 16,1 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 4,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie découlant surtout d'une réduction des stocks et des créances de respectivement 58,3 M\$ et 35,8 M\$, en partie contrebalancée par une diminution des dettes fournisseurs.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 3,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015, par rapport à 4,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été de 11,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 11,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par une diminution nette des emprunts effectués aux termes de la facilité de crédit renouvelable découlant d'une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour l'exercice 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 64,0 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 17,2 M\$ pour l'exercice 2014. Cette augmentation découle surtout des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie en raison de l'amélioration de sa gestion. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 18,3 M\$ par rapport à 15,8 M\$ pour l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 49,1 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 24,1 M\$ pour l'exercice 2014. Cette diminution découle principalement de l'émission, au deuxième trimestre de 2014, de débentures convertibles, déduction faite des frais, en partie contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Stocks	89 052	204 454
Autres actifs courants	50 593	93 100
Passif courant	(45 777)	(67 992)
Fonds de roulement <sup>1</sup>	93 868	229 562
Ratio du fonds de roulement <sup>1</sup>	3,05	4,38

La baisse du fonds de roulement<sup>1</sup> est principalement attribuable à une meilleure gestion des achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de nos efforts visant à réduire les stocks ainsi qu'à une baisse des prix des produits de base moyens par rapport au 31 décembre 2014.

## Dettes nettes

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Dettes bancaires	-	975
Dettes à long terme, y compris la partie courante	1 947	51 823
Débiteures convertibles	40 288	46 101
Swap de devises	1 443	-
<b>Total de la dette</b>	<b>43 678</b>	<b>98 899</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	(8 816)	(14 892)
<b>Dettes nettes<sup>1</sup></b>	<b>34 862</b>	<b>84 007</b>

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir la débenture libellée en dollars canadiens convertible en dollars américains.

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a diminué de 55,2 M\$ pour s'établir à 43,7 M\$ au 31 décembre 2015, par rapport à 98,9 M\$ au 31 décembre 2014, en raison de la baisse du fonds de roulement.

La dette nette<sup>1</sup>, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, a diminué de 49,1 M\$, pour s'établir à 34,9 M\$ au 31 décembre 2015, par rapport à 84,0 M\$ au 31 décembre 2014.

## Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 816	12 777
Dettes bancaires disponibles	1 541	650
Facilité de crédit renouvelable disponible (diminuée le 18 février 2016; se reporter aux explications ci-après)	103 969	79 976
<b>Sources de financement à court terme disponibles</b>	<b>114 326</b>	<b>93 403</b>

En août 2014, la Société a conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125 000 \$ échéant en août 2018, qui a été diminuée à 100 000 \$ au 30 juin 2015, puis à 50 000 \$ au 18 février 2016. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50 000 \$ (25 000 \$ au 31 décembre 2014), sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang / BAIIA de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers, dont une limite de prélèvement temporaire de 25 000 \$, qui pourrait tomber à 15 000 \$ si certaines conditions ne sont pas respectées entre le 18 février 2016 et le 31 décembre 2016. Au 31 décembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

De plus, en août 2014, la filiale de la Société en Belgique a conclu une facilité de crédit bilatérale de 5 000 €, qui a été réduite à 2 500 € en date du 18 février 2016. La date d'échéance de cette facilité de crédit coïncide avec celle de la nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang, et qui est garantie par le même groupe de sûretés. Des emprunts en euros ou en dollars américains peuvent être effectués aux termes de cette facilité bilatérale, laquelle porte intérêt à des taux semblables à ceux de la facilité de crédit renouvelable. Aux 31 décembre 2015 et 2014, aucun montant n'avait été emprunté.

### Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2015	T4 2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
<b>Fonds (affectés à) provenant de l'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>(5 734)</b>	4 030	<b>(9 851)</b>	17 592
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(3 308)	(4 484)	(19 956)	(14 221)
Variation du fonds de roulement	21 866	(8 019)	73 860	(34 765)
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	164
Autres	(994)	333	5 092	5 553
	<b>17 564</b>	(12 170)	<b>58 996</b>	(43 269)
<b>Variation totale de la dette nette<sup>1</sup></b>	<b>11 830</b>	(8 140)	<b>49 145</b>	(25 677)
Dette nette <sup>1</sup> au début de la période	(46 692)	(75 867)	(84 007)	(58 330)
<b>Dette nette<sup>1</sup> à la fin de la période</b>	<b>(34 862)</b>	(84 007)	<b>(34 862)</b>	(84 007)

Les fonds affectés à l'exploitation<sup>1</sup> se sont établis à 5,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et à 9,9 M\$ pour l'exercice 2015, en baisse par rapport aux fonds provenant de l'exploitation<sup>1</sup> de 4,0 M\$ et de 17,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2014. Toutefois, ces baisses ont été largement contrebalancées par les variations favorables du fonds de roulement découlant d'initiatives de gestion.

### Informations relatives aux actions

	Au 23 février 2016	Au 31 décembre 2015
Actions émises et en circulation	83 979 657	83 979 657
Options sur actions pouvant être émises	1 558 345	1 558 345
Débitures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

### Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2015 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2015		2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 702 100	4,21	1 637 951	4,19
Attribuées	232 000	2,40	352 000	3,99
Annulées	(75 755)	3,24	(206 463)	4,16
Exercées	-	-	(71 388)	2,46
Expirées	(300 000)	5,45	(10 000)	7,80
En circulation à la fin de l'exercice	1 558 345	3,74	1 702 100	4,21
Exerçables à la fin de l'exercice	1 024 324	4,08	1 192 918	4,37

### Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 25 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2015 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	38 744	38 744	-	-	38 744
Dettes à long terme	1 947	534	1 671	17	2 222
Débiteures convertibles	40 288	3 170	3 170	50 474	56 814
Passif à long terme (inclus dans les autres passifs)	14 939	-	16 585	-	16 585
<b>Total</b>	95 918	42 448	21 426	50 491	114 365

### Engagements

La Société loue certaines installations et de l'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, compte non tenu des charges d'exploitation, se présentent comme suit :

	2015	2014
	\$	\$
Un an au plus	2 289	2 881
Plus d'un an mais moins de cinq ans	2 479	4 133
Plus de cinq ans	364	967
<b>Total</b>	<b>5 132</b>	<b>7 981</b>

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,5 M\$ au 31 décembre 2015 (0,4 M\$ au 31 décembre 2014).

### Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

### Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu qu'au 31 décembre 2015 le CIIF était conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

### Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

### Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2015 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2015. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de ce qui suit.

Les actifs font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

### Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme sera obligatoire le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes de l'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exigeant ainsi la présentation (dans la mesure nécessaire) des changements suivants dans les passifs découlant d'activités de financement : i) changements dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement; ii) changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) effet des changements dans les taux de change; iv) changements dans les justes valeurs et v) autres changements. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture dans l'état de la situation financière à l'égard des passifs découlant d'activités de financement. Les modifications précisent aussi que les changements dans les passifs découlant d'activités de financement doivent être présentés séparément des changements dans les autres actifs et passifs. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

#### Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

### Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui nécessite beaucoup de jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des informations sur les prix des métaux auxquelles elle a accès au 31 décembre 2015. Ces hypothèses ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs l'année prochaine : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux, le taux d'actualisation, les taux de change et la capacité, à l'avenir, d'utiliser les pertes fiscales.

La direction a soumis ses actifs non courants à un test de dépréciation conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, puisque la capitalisation boursière de la Société était inférieure à la valeur comptable des actifs nets. À la suite de ce test, elle a conclu qu'aucune dépréciation n'était requise sur le reste des actifs non courants.

### Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

### Option de conversion des débetures

Les débetures convertibles émises par la Société sont assorties d'options de conversion et de remboursement anticipé, qui sont considérées comme des instruments financiers de niveau 3. Le dérivé est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, et sa juste valeur doit être mesurée à chaque période de présentation de l'information financière, les variations ultérieures de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état du résultat net consolidé. Un modèle d'évaluation des dérivés qui comporte des hypothèses est utilisé pour estimer la juste valeur. Les détails se rapportant aux hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation de la juste valeur du dérivé incorporé, à la date de sa création et au 31 décembre 2015, sont présentés à la note 13 des états financiers consolidés de 2015 de la Société.

### Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

### Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 9, 10, 24 et 27 des états financiers consolidés de 2015 de la Société.

### Instruments financiers et gestion du risque

#### Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2015 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

	2015	2014
	\$	\$
Contrats dérivés à terme	-	147
Option de conversion des débetures	(87)	(2 093)
Swap de devises	(1 443)	-

#### Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2015.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de ses avances bancaires, de sa dette à long terme et de ses débetures convertibles soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

#### Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir les flux de trésorerie liés aux débetures convertibles en dollars canadiens, en appliquant les principes de la comptabilité de couverture. De plus la Société peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains.

## Rapport de gestion

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2015 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	355	3 894	401	878	131
Créances	480	8 330	4	7 789	449
Dettes fournisseurs et charges à payer	(5 798)	(7 902)	(1 065)	(6 006)	(674)
Dettes à long terme	(420)	(52)	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(5 383)	4 270	(660)	2 661	(94)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2015 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(54)	43	(7)	27	(1)
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	54	(43)	7	(27)	1

### Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société a comptabilisé une réduction de valeur au titre des créances douteuses de respectivement 0,5 M\$ et 0,1 M\$. Ces montants, le cas échéant, sont inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et sont présentés nets des montants recouverts correspondant au cours de périodes antérieures.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

### **Risques et incertitudes**

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

### **Incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements**

Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage des investissements et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions et investissements.

### **Activités internationales**

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

### **Réglementation environnementale**

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Des mesures correctives ont été mises en œuvre à notre installation de Tilly, en Belgique, en vertu d'un plan de remise en état découlant de l'héritage industriel du site sur lequel l'installation est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans. La remise en état a été approuvée et audité par les autorités locales et la Société a reçu la confirmation de son entière conformité ainsi qu'une quittance et décharge complète de la part des autorités.

### **Risque lié à la concurrence**

Nous sommes les chefs de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques et n'avons pas beaucoup de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

### **Risque lié au prix des produits de base**

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

### **Sources d'approvisionnement**

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

### **Protection de la propriété intellectuelle**

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

### **Risque lié à la valorisation des stocks**

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

### **Interruptions des activités**

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

### **Dépendance à l'égard du personnel clé**

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service les employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

### **Conventions collectives**

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

### **Risques associés au fait d'être une société cotée**

Les actions de la Société sont cotées et, par conséquent, la Société est tenue à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Les coûts directs et indirects associés au fait d'être une société cotée ont monté en flèche au cours des dernières années, et les initiatives réglementaires à l'étude pourraient accroître davantage les coûts inhérents à une société cotée au Canada. Ces coûts pourraient nuire aux résultats financiers de la Société. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour ses concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

### **Mesures non conformes aux IFRS**

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, les coûts des litiges et restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

## Rapport de gestion

---

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds (affectés à) provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds (affectés à) provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la trésorerie soumise à restrictions. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises lié aux débetures convertibles, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions.

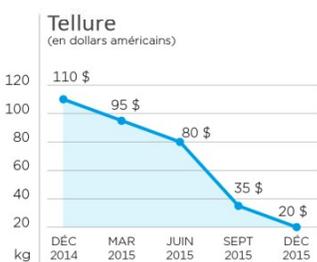
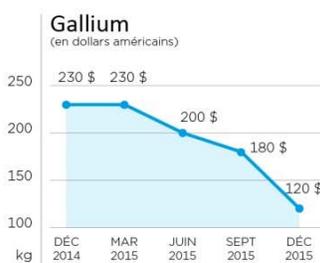
Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants

## Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Prix des métaux



Source : Low Metal Bulletin

# Rapport de gestion

## Données sélectionnées

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles pour les exercices 2013 à 2015.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	Total
<b>Exercice 2015</b>					
Produits	95 663	87 250	68 732	59 367	311 012
BAIIA <sup>1</sup>	3 406	(5 966)	(26 136)	(26 000)	(54 696)
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	270	1 963	1 052	674	3 959
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(1 949)	(20 463)	(32 171)	(42 615)	(97 198)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,02) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat net	(1 951)	(20 464)	(32 171)	(42 615)	(97 201)
Résultat de base par action	(0,02) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat dilué par action	(0,05) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	(2 472)	(6 125)	(5 652)	(12 966)	(27 215)
Résultat net de base ajusté par action <sup>1</sup>	(0,03) \$	(0,07) \$	(0,07) \$	(0,15) \$	(0,32) \$
Fonds affectés à l'exploitation <sup>1</sup>	(2 015)	(1 482)	(620)	(5 734)	(9 851)
Carnet de commandes <sup>1</sup>	142 jours	137 jours	134 jours	158 jours	158 jours
<b>Exercice 2014</b>					
Produits	142 379	136 597	114 438	114 781	508 195
BAIIA <sup>1</sup>	11 178	11 524	12 721	4 021	39 444
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	10 501	10 816	8 071	5 657	35 045
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	4 655	4 436	4 172	(2 451)	10 812
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat net	4 519	4 436	4 171	(2 453)	10 673
Résultat de base par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	0,05 \$	(0,01) \$	(0,04) \$	0,05 \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	4 916	4 303	170	1 247	10 636
Résultat net de base ajusté par action <sup>1</sup>	0,06 \$	0,05 \$	- \$	0,01 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	6 806	5 774	982	4 030	17 592
Carnet de commandes <sup>1</sup>	120 jours	100 jours	109 jours	122 jours	122 jours
<b>Exercice 2013</b>					
Produits	118 389	112 637	108 570	119 416	459 012
BAIIA <sup>1</sup>	12 121	38 008	6 926	6 848	63 903
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	10 115	6 543	5 775	7 942	30 375
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	5 371	34 185	1 083	2 022	42 661
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,41 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net	5 538	34 281	1 323	1 638	42 780
Résultat de base par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	6 296	959	1 517	2 068	10 840
Résultat net de base ajusté par action <sup>1</sup>	0,08 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	4 608	1 560	4 822	9 043	20 033
Carnet de commandes <sup>1</sup>	128 jours	124 jours	112 jours	130 jours	130 jours

(en milliers de dollars américains)	2015	2014	2013
Données du bilan	\$	\$	\$
Total de l'actif	220 737	399 531	365 240
Dettes nettes (trésorerie nette) <sup>1</sup>	34 862	84 007	58 330
Obligation au titre des prestations de retraite	13 934	16 928	15 887
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	96 632	196 443	190 052

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».